



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE CHEF DE CABINET

Paris, le - 6 AOUT 2018

Nos Réf. : ECO/2018/20376

Vos Réf. : Votre lettre du 13/07/2018

Monsieur le Secrétaire général,

Vous avez bien voulu appeler l'attention de M. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, sur l'annonce par le Conseil de surveillance du groupe BPCE de l'extinction de la filiale spécialisée dans les prêts immobiliers du Crédit foncier de France.

Le ministre m'a chargé de vous indiquer qu'il ne peut pas intervenir dans un acte de gestion d'une entreprise privée. La décision de réorganisation opérationnelle, annoncée le 26 juin 2018, relève en effet de la seule responsabilité des instances dirigeantes du groupe BPCE, en concertation avec les différentes parties prenantes et les représentants du personnel.

En revanche, il comprend tout à fait vos préoccupations vis-à-vis de la situation des collaborateurs du groupe et des inquiétudes qu'ils peuvent ressentir devant cette réorganisation. Il souhaite que celles-ci puissent être apaisées via le dialogue social au sein du groupe BPCE et l'implication dont feront preuve ses équipes dirigeantes pour proposer des solutions pérennes à leurs collaborateurs.

À cet égard, le ministre note que le groupe BPCE a fait le choix d'une absorption et d'une intégration des métiers du Crédit foncier de France en son sein. Les activités de financement des particuliers et des entreprises par la production de nouveaux crédits seront donc désormais assurées par les Banques populaires et les Caisses d'Épargne du groupe. Ce dernier a pris l'engagement de proposer à ses collaborateurs dont les postes seront amenés à être supprimés un poste équivalent au sein de l'une des entreprises du groupe, ou un plan de départ volontaire pour ceux désireux de le quitter. Ces éléments lui semblent positifs.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma considération distinguée.

Cordialement.


Thomas VELTER

P.D

Monsieur Alexandre DERIGNY
Secrétaire général
Fédération CGT Finances
263 rue de Paris
Case 540
93515 Montreuil Cedex


MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

139 rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12